

Négociations d'un accord de libre-échange entre l'UE et l'Inde



Article rédigé par *Conflits*, le 09 février 2023

Source [Conflits] : L'Inde et l'Union européenne négocient un accord de libre-échange. Initié en 2007, cet accord promet d'intensifier les échanges commerciaux et d'assurer une percée en Asie des entreprises européennes.

L'Inde et l'Union européenne (UE) négocient actuellement l'ambitieux accord de libre-échange (ALE) Inde-UE. L'UE et l'Inde ont entamé des consultations en vue d'un ALE en 2007, avant que les discussions ne soient suspendues en 2013 en raison d'une différence dans la portée et les attentes de l'accord. La relance des négociations bilatérales Inde-UE a été décidée par la réunion des dirigeants en mai 2021. Le 17 juin 2022, l'UE et l'Inde ont relancé les négociations de l'ALE et ont lancé des négociations séparées pour un accord de protection des investissements et sur les indications géographiques (IG).

État des lieux

L'UE est le troisième partenaire commercial de l'Inde, représentant 10,8% du total des échanges indiens correspondant à 124,5 milliards d'euros d'échanges de biens et de services et une destination pour 14,9% du total des exportations indiennes en 2021. En outre, l'UE est également le premier investisseur étranger en Inde avec un stock d'investissements étrangers d'environ 87,3 milliards d'euros. D'autre part, l'Inde est le dixième partenaire commercial de l'UE, représentant 2,1 % du commerce total de biens de l'UE.

Ces dernières années, l'Inde a signé de manière proactive des accords de libre-échange avec différents pays, les Émirats arabes unis et l'Australie étant les plus récents, et des négociations simultanées sont en cours avec le Royaume-Uni, le Canada, le CCG (Conseil de coopération du Golfe), Israël, entre autres, pour un meilleur accès au marché de ses biens et services. L'UE souhaite également profiter de l'occasion pour accéder au vaste marché indien en pleine croissance. Jusqu'à présent, trois cycles de négociations ont eu lieu et le quatrième est prévu en mars de cette année. Les deux parties espèrent que l'ALE entrera en vigueur au cours de l'année fiscale 2023-2024. Les parties prenantes savent que les élections générales en Inde auront lieu en 2024, l'année même où les élections du Parlement européen doivent avoir lieu.

À lire également

[Inde : des marchés financiers en croissance](#)

Avec l'évolution des conditions géopolitiques et géoéconomiques, de nombreuses multinationales adoptent « la stratégie Chine plus un », qui consiste à diversifier leurs investissements non seulement en Chine, mais aussi dans d'autres pays. C'est là que l'Inde est bien placée pour profiter de cette opportunité et faire avancer son ambitieux projet d'émerger en tant que centre manufacturier mondial ; il est donc vital pour l'Inde de conclure davantage d'ALE. Inversement, il est également dans l'intérêt de l'UE d'approfondir son commerce et ses investissements avec l'Inde. Les tensions géopolitiques accrues entre l'UE et la Chine ces dernières années peuvent avoir un impact direct sur les relations commerciales entre les deux parties. C'est

l'occasion pour l'UE de réduire sa forte dépendance à l'égard de la Chine, son principal partenaire commercial (16,2 % du total des échanges de biens de l'UE en 2021), et de diversifier son panier commercial.

Retrouver l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)

09/02/2023 01:00